

nationaux et nos jardins zoologiques. Au fait, près de 40,000 à 60,000 personnes se rendent chaque année à Granby, par exemple, au cours de la belle saison, pour y visiter le jardin zoologique, ce qui stimule l'intérêt des enfants pour notre faune aborigène.

• (3.50 p.m.)

Les dirigeants de nos parcs nationaux dépensent des sommes énormes pour faire connaître la faune canadienne, alors que nos jardins zoologiques doivent commencer avec des moyens de fortune. Au fait, nous avons vu, à Granby, des particuliers investir \$50,000 il y a au-delà de quinze ans, sans aucun espoir d'être remboursés, et consacrer, à titre bénévole, du temps et de l'énergie en vue de faire du jardin zoologique de Granby l'envie des autres entreprises semblables du Québec. L'ancien maire de Granby, M. Pierre-Horace Boivin, par exemple, a acheté des castors pour en donner un peu partout dans le monde, les échangeant contre des perroquets, qu'il échangeait en retour contre d'autres animaux sauvages. Au début, il défrayait également de sa poche le transport de ces animaux. D'autres ont fait le même geste, de sorte qu'aujourd'hui, nous avons à Granby l'équivalent d'un parc national, sinon plus.

La loi fédérale sur les parcs nationaux devrait, à mon sens, être plus large à l'endroit des jardins zoologiques bien administrés, comme celui de chez nous, qui est une attraction touristique pour toute la province de Québec et le reste du Canada et permet aujourd'hui à notre jeunesse de venir par milliers, chaque année, se familiariser avec notre faune qui constitue une de nos richesses nationales.

En considérant ce que le jardin zoologique de Granby a fait pour la population canadienne, il faut reconnaître que ses dirigeants ont droit à plus que de simples remerciements. Le gouvernement fédéral devrait apporter une meilleure collaboration non seulement au jardin zoologique de Granby, mais aussi aux autres jardins zoologiques du pays, dont les directeurs doivent parcourir le monde pour assurer le peuplement de leur établissement et favoriser ainsi l'industrie touristique.

« Nous sommes fiers de notre jardin zoologique de Granby, dont certains députés ont eu l'occasion de nous entendre parler dans le passé. Le jardin zoologique de Granby a réalisé, en 1968, un profit net de \$309,000 et a attiré quelques millions de touristes.

Monsieur l'Orateur, je crois que les parcs nationaux pourraient servir à cette fin. C'est la raison pour laquelle je voulais faire ces

[M. Rondeau.]

quelques remarques, car, actuellement, nous n'avons pas obtenu la collaboration du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral, en vue de venir en aide à notre jardin zoologique, afin de faciliter la capture des animaux sauvages pour la reproduction. Nous avons été obligés de tout payer, grâce à nos sacrifices. Il nous en a coûté beaucoup d'argent, pourtant, le Canada en profite au même titre que la province de Québec.

J'espère que l'honorable ministre de qui relèvent les parcs nationaux pourra étudier ce problème et peut-être venir en aide au jardin zoologique de Granby et aux autres jardins zoologiques qui seraient aux prises avec des difficultés semblables.

En ce qui touche les animaux sauvages, nous devons nous en remettre aux jardins zoologiques américains ou à des organisations de bienfaisance africaines ou autres, même s'il nous faut attendre le secours longtemps, afin que la population canadienne puisse être fière de montrer à ses descendants les merveilles de la faune, ce qui constitue un enrichissement pour tous.

[Traduction]

M. Steven Otto (York-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai entendu presque tous les discours des députés de l'opposition sur le bill à l'étude. A les entendre, on croirait que le bill va instituer le pire régime de tyrannie au monde pour les habitants des parcs. On croirait que le gouvernement a l'intention d'abandonner les droits de tous leurs occupants, surtout des villes de Banff et de Jasper, à une régie qui va les fouler aux pieds. Je ne puis m'imaginer qu'un gouvernement canadien ou qu'un Canadien permette chose pareille. Je ne parviens pas à concilier cette idée avec le bill. Depuis sept ans et demi que je suis ici—je dirais même depuis près de 50 à 100 ans que d'autres députés ont siégé ici—nous avons de temps à autre entendu dire, en rapport avec les parcs et les terres de la Couronne, que quelqu'un était favorisé par suite de patronage politique, que quelqu'un n'avait pas évalué une propriété à sa juste valeur et, comme on nous l'a dit cet après-midi, qu'un administrateur n'avait pas transmis des renseignements exacts au gouvernement.

De fait, il est temps maintenant d'avoir une formule d'administration rationnelle des biens donnés à bail et des terres elles-mêmes. Comment mieux le faire qu'en ayant une société de la Couronne, dont nous avons bien des exemples, habilitée à engager des personnes compétentes comme conseillers et administrateurs d'après une formule à l'abri de tout soupçon de patronage politique ou de menées surnoises. Je pourrais vous citer en exemple